

Résumé de la recherche TransSOL 6: Trois cas de militantisme transnational organisé

Apprendre des bonnes pratiques de solidarité transnationale (WP6)

Introduction

TransSOL est un projet de recherche financé par l'UE qui décrit et analyse les initiatives et les pratiques de solidarité à une période où l'Europe est confrontée aux conséquences de la crise économique et financière de 2008, à la gestion problématique de flux importants de réfugiés et au résultat du référendum de 2017 sur le Brexit. Le sixième et dernier groupe de travail fournit trois études pilotes sur des cas de militantisme ayant permis de réagir aux récents défis. En examinant de près le fonctionnement des trois organisations et réseaux locaux, nous pourrions généraliser pour adopter des pratiques exemplaires qui semblent favoriser la solidarité entre les individus et les collectivités dans tous les pays européens.

L'analyse des trois études de cas de militantisme organisé permettra de constater l'efficacité des pratiques ayant fait leurs preuves pour promouvoir la solidarité. Les trois études pilotes examinées de près sont les suivantes :

- 1.) L'organisation transnationale des travailleurs dans l'économie des petits boulots et la grève sociale transnationale, un cas déjà étudié dans WP4, illustrant les actions de solidarité transfrontalière dans les cas de précarité de l'emploi et de chômage.
- 2.) « Villes de solidarité » : une initiative informelle des autorités locales et des acteurs de la société civile qui accueillent les réfugiés dans leurs municipalités malgré les réglementations nationales et construisent un réseau de solidarité transnationale avec les réfugiés.

3.) *Krytyka Polityczna* : une organisation de société civile basée en Pologne et active en Europe centrale et orientale. L'organisation participe à plusieurs initiatives, notamment un journal, une plateforme d'informations indépendante, une maison d'édition et 20 clubs sociaux à travers le pays.

Ces trois réseaux aux différents degrés d'organisation formelle répondent à tous les aspects de la crise en abordant les principales problématiques de TransSOL, tels que la migration et l'emploi. Ces organisations ont donc été sélectionnées pour les études de cas dans le but de recueillir des idées concrètes sur la base de pratiques déjà existantes.

Faits et analyse

Les trois études de cas montrent de quelle façon les militants ont encouragé la solidarité suite à la crise financière et politique dans toute l'Europe.

1) Réseaux transnationaux dans l'économie des petits boulots et grève sociale transnationale

La grève sociale transnationale a débuté en 2014 avec pour objectif de réunir différents mouvements de travailleurs précaires, de migrants et de chômeurs. Plutôt qu'une institution, comme une organisation syndicale, c'est un réseau de communication destiné à échanger les connaissances et procédés à travers les frontières. Il traite notamment le refus de travailler comme une forme de militantisme efficace. Le groupe organise régulièrement des réunions internationales et publie des documents dans plusieurs langues européennes.

Au cours des deux dernières décennies, le travail est devenu plus flexible et plus précaire à la fois. L'introduction de plates-formes en ligne sur le marché du travail au cours des dernières années a redéfini et accéléré ces processus, donnant naissance à la soi-disant « économie des petits boulots », un système dans lequel les activités professionnelles sont complétées par une série de tâches en ligne. Les luttes des travailleurs de l'économie des petits boulots sont une occasion intéressante d'étudier la relation entre l'innovation technologique, la contestation sociale et le militantisme transnational.

L'industrie de la livraison de repas enregistre le plus grand nombre de changements organisationnels. On rencontre dans la plupart des villes européennes de jeunes adultes transportant à vélo des boîtes portant les logos d'entreprises Foodora, Deliveroo, Justeat, Glovo, etc. Les clients commandent des repas dans un restaurant de leur choix via un site Internet ou une application, et les coursiers les livrent le plus rapidement possible. Les formes d'emploi ont tendance à varier considérablement d'un pays et d'une entreprise à l'autre, au même titre que les modes de rémunération. Le point commun est que les plateformes de livraison de repas ne les considèrent pas comme des employés réguliers, mais plutôt comme des travailleurs indépendants effectuant une série de « petits boulots » grâce au service fourni par les plateformes.

Le plus ironique, c'est que c'est en partie grâce aux nouveaux développements de la communication en ligne que ces travailleurs ont pu se mobiliser à travers les nations européennes. La mobilisation des travailleurs de l'économie des petits boulots en général, et celle des employés des plateformes de livraison de repas en particulier, s'est répandue dans toute l'Europe au cours des deux dernières années. La « Carte des mobilisations enregistrées sur les plateformes alimentaires transnationales » conçue par des militants français ne montre que trois mobilisations

pour 2016 : la manifestation devant le siège de Deliveroo à Londres en août, la grève des coursiers de Foodora à Turin en octobre et la protestation des coursiers de Deliveroo à Bordeaux en décembre. Pour l'année suivante, en 2017, la même carte indique 40 mobilisations dans 8 différents pays (Autriche, Belgique, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Espagne et Royaume-Uni).

Les mesures prises étaient assez nombreuses : petites manifestations, choix de respecter scrupuleusement les règles de circulation, encerclement des bâtiments de l'entreprise, distribution de tracts dans les restaurants utilisant la plateforme, grève, occupation des bureaux de l'entreprise, refus de prendre la route en cas de mauvais temps, marche avec des militants plaidant pour la solidarité, etc.

La plupart des cas ont un rôle clair qui est de soutenir le développement de la mobilisation du réseau de militants établi. Il s'agit par ex. du *Plan C* au Royaume-Uni ou des *Critical Workers* en Allemagne, appartenant aux secteurs politiques radicaux de longue date ou formés comme des cristallisations de la récente vague de mobilisations anti-austérité qui a marqué plusieurs pays européens ces dernières années. Disons que les événements de 2011 et leurs conséquences ont eu un impact sur la capacité de coopération de ces militants à l'échelle transnationale.

2) Villes de solidarité

Depuis l'été 2015, presque tous les pays impliqués dans le projet TransSOL ont été touchés par la soi-disant « crise des réfugiés ». Les institutions de l'Union européenne ont eu de plus en plus de mal à gérer les frontières extérieures et intérieures. Les systèmes, les installations de réception et les structures urbaines et sociales des pays de première entrée ont subi une forte pression. Les villes sont la destination préférée des migrants, et souvent les zones à plus forte concentration.

Face aux limites des politiques de migration mises en place par les gouvernements natio-

naux, la société civile s'est organisée de manière innovante et de nombreuses associations et réseaux ont vu le jour partout sur le continent. Les autorités locales et municipales ont souvent répondu à ces initiatives par une volonté de coopération.

Cela a donné naissance à un nouveau modèle de coopération entre les groupes autonomes de migrants, associations informelles et ONG structurées et les autorités municipales. En même temps, cette coopération a favorisé de nouveaux réseaux transnationaux avec des relations et connexions établies entre les villes dans le but de présenter des propositions de politique commune d'asile et d'immigration et de coordonner les efforts pour résoudre les problèmes quotidiens et à long terme d'accueil et d'inclusion sociale des migrants. Nous définissons ces cas exemplaires comme des « Villes de solidarité ».

La situation dans différents pays européens après la soi-disant « crise des réfugiés » de 2015 a donné lieu et continue de donner lieu à un grand nombre d'activités de solidarité, allant d'initiatives informelles à des projets institutionnels plus structurés. La plupart de ces pratiques peuvent être identifiées, développées et testées comme des modèles de pratiques de solidarité transnationales. Elles ont prouvé leur efficacité dans leurs établissements et leurs résultats : durables d'un point de vue environnemental, social et financier, intéressantes en termes de création de valeurs sociales positives, de culture et d'imagination, adaptées dans différents contextes et reproductibles à plus grande échelle.

Ces quatre cas à Palerme, Barcelone, Grande-Synthe et Berlin ainsi que le projet transnational EuroCities montrent à quel point la mise en réseau des pratiques des citoyens et de la société civile dans les « Villes de solidarité » peut contribuer à définir des solutions uniques et des propositions plus stratégiques de politique alternative d'asile, de migration et de mobilité au-delà des frontières nationales ainsi qu'à développer des pratiques

innovantes de solidarité sociale au niveau de l'Union européenne.

Les villes se révèlent plus dynamiques et plus efficaces que les gouvernements nationaux dans la gestion des phénomènes migratoires et en particulier dans l'accueil et l'inclusion sociale des nouveaux arrivants.

Au cours des trois dernières années, les mouvements sociaux, les groupes civiques et les associations ont joué un rôle de premier plan dans l'accueil des migrants. Ce phénomène est d'une grande importance culturelle, politique, sociale et pratique. En effet, il prouve la prise de conscience du caractère structurel des phénomènes migratoires, la revendication d'un droit universel et cosmopolite à la mobilité et le besoin de ressentir la citoyenneté européenne au niveau urbain comme une dimension inclusive et extensive, au-delà des origines nationales. Cette attitude a des conséquences politiques majeures (160 000 manifestants à Barcelone le 18 février 2017 pour demander au gouvernement espagnol d'ouvrir les frontières aux demandeurs d'asile, 100 000 à Milan le 20 mai 2017 pour demander des « ponts, pas de murs, solidarité et hospitalité »). Cela implique également un lien pratique généralisé dans des milliers d'initiatives volontaires et/ou coopératives mutualistes, visant à garantir l'hébergement, la nourriture, le soutien juridique, l'assistance sanitaire, l'éducation, la culture et l'orientation des travailleurs vers le marché du travail.

Les institutions locales sont également entraînées, à commencer par les municipalités qui s'engagent dans une relation constructive et horizontale avec la composition sociale des réfugiés et des migrants, et avec les initiatives de société civile et de citoyenneté active. C'est précisément ce type de coopération qui permet de définir un espace urbain et métropolitain comme une « Ville de solidarité ».

3) *Krytyka Polityczna*

Krytyka Polityczna est une organisation de société civile basée à Varsovie et engagée dans une action transdisciplinaire couvrant l'Europe centrale et orientale et l'Ukraine. La question de la marginalisation intellectuelle et culturelle des pays d'Europe centrale et orientale, et en particulier du groupe de Visegrád depuis la chute du communisme, a mis en évidence la nécessité de réinventer la culture démocratique dans la région, mais aussi dans le contexte de l'UE. Le réseau d'intellectuels et de militants basé en Pologne *Krytyka Polityczna* joue un rôle clé dans cette réinvention. Son objectif officiel est de transmettre l'idée d'une « intégration européenne approfondie ».

L'organisation est impliquée dans plusieurs initiatives, avec au centre un journal et une plateforme d'informations indépendante. Le réseau dispose aussi d'une maison d'édition et s'occupe de plus de 20 clubs sociaux à travers le pays. L'organisation est un bon exemple de solidarité « horizontale » ou géographique entre les pays du V4 et au-delà, mais elle montre aussi une solidarité politique verticale avec les initiatives populaires locales, rapprochant les intellectuels et le public.

La capacité de *Krytyka Polityczna* à maintenir des initiatives transfrontalières sur une longue période, à développer des notions intellectuelles dans des projets individuels de courte et moyenne durée dans un espace aussi bien mondial que précis politiquement au sein de l'Europe illustre parfaitement son efficacité en tant que du modèle. L'une des conditions est la coopération permanente entre les différents organes au sein de l'organisation : l'interaction entre la maison d'édition, les réunions Agora et Démocratie 4.0 est un très bon exemple. Le besoin de réunions militantes en face à face est né des limites de la publication intellectuelle. Mais c'est l'expérience et les leçons tirées du *dialogue* avec les groupes italiens et espagnols de Démocratie 4.0 qui ont permis de perfectionner et d'élargir un processus déjà mis en place, ce qui a

exercé une influence sur les types de débats repris par la maison d'édition.

En d'autres termes, la solidarité transnationale représente pour *Krytyka Polityczna* le résultat de processus de gestion interne efficaces, dans lesquels les liens établis par une initiative peuvent guider les actions futures d'une autre. Ce type d'organisation hybride en ligne/hors ligne est permise concrètement grâce à l'utilisation efficace des infrastructures européennes, telles que les vols bon marché, les connexions préexistantes des réseaux locaux de militants et l'usage judicieux de la technologie numérique. Mais toutes ces actions sont synchronisées par l'institution centrale de *Krytyka Polityczna* afin de faciliter la circulation continue des connaissances entre les communautés « nationales » parlant polonais et les différents collaborateurs internationaux.

Leçons tirées et recommandations politiques

Les leçons tirées des trois études de cas sont avant tout destinées aux organisations de société civile. Mais certains résultats de l'analyse des trois organisations devraient également être pris en compte par les responsables politiques.

1) Comment le militantisme transnational devrait-il être organisé ?

Avec l'expérience de *Krytyka Polityczna*, des leçons générales doivent être tirées sur la structure interne de l'organisation de société civile.

Tout d'abord, la traduction devrait être considérée comme un outil politique incontournable. Comme le démontre *Krytyka Polityczna*, la communication polyglotte peut ouvrir beaucoup plus la voie que le simple fait de partager une information neutre dans de nouveaux contextes. S'ils sont bien formulés, les documents traduits créent des espaces

culturels et formes de coopération culturelle de manière active.

Deuxièmement, l'utilisation des médias numériques et sociaux ainsi que d'autres infrastructures paneuropéennes peut aider les communautés à se développer à la fois dans les moments regroupés (comme les événements de la vie réelle) et dans la communication prolongée (groupes en ligne). Les deux doivent néanmoins être menés ensemble. Démocratie 4.0 est un bon exemple, car plusieurs réunions ont été organisées en face à face pour réfléchir sur les outils numériques. Les enseignements appris ont conduit exactement à l'utilisation de ces outils pour créer d'autres actions dans les rues, sur les places et dans d'autres espaces publics, ainsi que pour réinventer AGORA. Nous pourrions en conclure que les technologies numériques aident seulement à la solidarité si elles créent de nouveaux points de rencontre politiques.

Ensuite, les spécificités régionales peuvent servir de tremplin pour des élans de solidarité à plus grande échelle. L'une des raisons expliquant la réussite des initiatives paneuropéennes de *Krytyka Polityczna* est qu'elles ont été conçues progressivement. Une attention particulière a d'abord été portée à la région de Visegrád, puis les initiatives ont pris de l'ampleur. Même dans les processus de communication transnationale, les expériences nationales et locales restent les forces principales.

De plus, nos cas montrent que les partenariats spécifiques à long terme obtiennent les meilleurs résultats. Le partenariat ukrainien montre à quel point des années de communication prolongée et de développement communautaire sont essentielles pour créer des structures transnationales efficaces. Lors de la fondation de la double institution nationale en 2010, les participants n'étaient pas au courant des tournants qu'ils auraient à prendre les années suivantes et à quel point la structure serait mutuellement bénéfique.

Avec cette communauté déjà en place avant les premiers coups de feu, ils étaient en revanche prêts à répondre aux défis inattendus du conflit avec une institution durable et solide face à la situation.

Enfin, il est important de souligner que l'UE encourage déjà d'elle-même la solidarité. Si l'on met de côté les critiques faites à certaines institutions, les activités de *Krytyka Polityczna* sont un bon exemple du maintien de certains privilèges inédits dans l'UE pour les organisations qui développent des formes de solidarité au-delà des communautés nationales ou des communautés fondées sur la classe sociale. L'enracinement d'une forme de militantisme culturel aussi innovante en Pologne, allant justement à l'encontre de ces formes d'opposition nationalistes et oligarchiques, témoigne de la valeur démocratique de cet espace politique transnational déjà existant. La liberté de mouvement et de parole est aujourd'hui menacée partout, mais les formes de solidarité mises en place par les acteurs de la société civile dans toute l'UE montrent que la défense et la redéfinition de ces termes sont déjà préparées pour l'avenir.

2) Comment créer la coopération et la dynamique entre les organisations et leurs militants ?

Le cas de la grève transnationale révèle le rôle important des médias dans la création d'une dynamique. Les médias sociaux fournissent un outil puissant, facilitant les liens de communication entre les acteurs qui rencontrent de plus grandes difficultés à la coordination de leurs luttes concrètes. On peut dire que les technologies numériques utilisées pour exploiter les travailleurs sont ensuite utilisées pour organiser la lutte contre l'exploitation. Mais il est vrai que le développement stratégique d'un sentiment d'appartenance commune et d'identification en tant qu'élément d'un mouvement croissant est une aide cruciale pour les organisations de société civile.

Par ailleurs, les collectivités locales efficaces engagées dans les luttes ouvrières semblent s'appuyer beaucoup sur les réseaux militants déjà existants, tels que la grève sociale transnationale, avec des militants politisés au sein de groupes de travailleurs agissant comme des intermédiaires dans la sphère transnationale.

De manière générale, il reste à créer des mécanismes concrets de coordination des luttes entre les différents pays. La plupart des militants se concentrent avant tout sur la création de leur lutte locale, l'accumulation des forces, le recrutement des coursiers, etc. D'une part, les ressources à consacrer aux connexions transnationales sont plutôt limitées et, d'autre part, il est plutôt difficile d'établir un programme transnational commun avec des contextes législatifs différents les uns des autres.

Les travailleurs et militants ressentent profondément le besoin d'élargir la portée de leur lutte pour atteindre le niveau transnational d'appartenance des entreprises. De même, les chercheurs soulignent qu'il pourrait être beaucoup plus profitable d'amener la lutte au niveau transnational que d'attendre une intervention des décideurs politiques.

3) Comment créer la coopération et la dynamique entre la société civile et les acteurs gouvernementaux ?

Ce qui ressort de l'analyse des « Villes de solidarité », c'est que le cadre réglementaire européen et national doit faire l'objet d'une réforme structurelle, prévoyant une modification des conventions internationales actuelles sur le droit d'asile et une politique migratoire plus solidaire qui partage les responsabilités et les charges au niveau transnational.

La Commission européenne et le Conseil européen devraient reconnaître le rôle des villes sur le plan politique et financier, et les autorités locales devraient avoir l'autonomie politique et financière la plus étendue pos-

sible pour les questions de migration accordée aux gouvernements nationaux.

La constitution de réseaux transnationaux stables et développés est nécessaire entre les villes pour renforcer les échanges de bonnes pratiques, de formes d'accueil et d'inclusion sociale, mais aussi pour permettre les négociations d'une seule voix devant les institutions européennes et gouvernements nationaux, et le développement de politiques autonomes de ville en ville évitant le contrôle direct de l'État-nation.

4) Résumé des leçons tirées et recommandations politiques

- La traduction est un outil politique indispensable.
- Les réunions virtuelles et réunions en face à face doivent être tenues ensemble de manière régulière.
- Les spécificités régionales peuvent servir de tremplin pour des élans de solidarité à plus grande échelle.
- Les partenariats spécifiques à long terme obtiennent les meilleurs résultats.
- L'UE encourage déjà la solidarité et devrait saisir les opportunités pour la développer davantage.

Paramètres de recherche

Chacune des trois études suit une approche méthodologique légèrement différente, car chaque organisation/réseau travaille différemment suivant ses propres besoins et exigences structurelles. Des critères particuliers ont néanmoins été soulignés dans l'analyse qualitative des trois cas exemplaires.

1) Réseaux transnationaux dans l'économie des petits boulots et grève sociale transnationale

Nos objectifs et critères d'évaluation ont été les suivants :

- Évaluer le stade de développement des réseaux transnationaux de solidarité parmi les travailleurs précaires / intermittents, notamment pour découvrir s'ils sont à l'origine d'une réorganisation transnationale des luttes ouvrières.
- Établir l'impact de la grève sociale transnationale sur les groupes nationaux défendant les droits des travailleurs précaires en examinant des études de cas spécifiques (par ex. coursiers de Deliveroo au Royaume-Uni, employés d'Amazon en Italie).
- Déterminer dans quelle mesure la grève sociale transnationale a réuni des groupes sociaux ou groupes « de classes » qui seraient restés autrement séparés dans un cadre politique partagé :
- Déterminer dans quelle mesure la grève transnationale a créé un élan de solidarité entre les groupes de migrants et les travailleurs précaires et identifier les points d'intérêt politique commun.
- Identifier les expériences qui ont prouvé leur efficacité dans leurs établissements et leurs résultats : durables d'un point de vue environnemental, social et financier, intéressantes en termes de création de valeurs positives, de culture et d'imagination, et reproductibles à plus grande échelle.
- Définir des directives axées sur les applications devant être reproduites et diffusées en Europe dans les années à venir.

3) Krytyka Polityczna

Nos objectifs et critères d'évaluation ont été les suivants :

2) Villes de solidarité

Nos objectifs et critères d'évaluation ont été les suivants :

- Définir comment *Krytyka Polityczna* crée un débat public continu sur l'Europe tout en luttant explicitement contre les différentes formes de marginalisation et d'isolement
- Examiner comment l'organisation développe la solidarité entre les lignes de fracture qui ont séparées l'Europe dans son histoire, principalement entre les pays du V4, par son travail avec les acteurs de la société civile de la région.
- Évaluer dans quelle mesure *Krytyka Polityczna* a su combler les écarts discursifs entre l'environnement intellectuel et celui des médias de masse et contribuer ainsi à la construction d'un débat public plus large sur la solidarité transnationale.
- Évaluer la capacité de passer des initiatives informelles à des projets plus structurés et à plus long terme.
- Étudier les exemples de ces pratiques pouvant être identifiées, développées et testées comme des modèles de pratiques de solidarité transnationales.